

Il semble donc que les menées d'Environnement Canada à Madrid ne soient ni judicieuses ni populaires et j'invite le ministre de l'Environnement à faire une déclaration, à la Chambre de préférence, indiquant qu'il mettra un terme à l'opposition à la fois passive et active à l'entrée de Greenpeace au sein de l'UICN.

* * *

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

M. Bill Lesick (Edmonton-Est): Monsieur le Président, il y a trois jours, le nouveau gouvernement a soumis son programme d'action à la population canadienne. Le chef de l'opposition (M. Turner) a toutefois critiqué le discours du trône en disant que les espérances des Canadiens n'étaient pas comblées.

Voyons ce qu'il en est des relations fédérales-provinciales.

Les Canadiens sont-ils déçus de ce que les deux niveaux de gouvernement, y compris le Québec, s'engagent dans une nouvelle voie de coopération au lieu de s'affronter? Non.

Les Canadiens sont-ils déçus de ce que le gouvernement fédéral convie les représentants du salariat, du patronat et des gouvernements à un sommet économique pour élaborer de nouvelles stratégies fondées sur le consensus? Absolument pas.

Est-ce que cela décevra les Canadiens que les 11 dirigeants au Canada se réunissent pour planifier notre avenir? Non.

Je ne pense pas que les gens de ma région, de ma province, soient trompés dans leurs attentes. Ils sont, en fait, soulagés.

Le chef de l'opposition voudra probablement se réjouir de cette nouvelle attitude quand il comprendra qu'elle est absolument nécessaire si nous voulons bâtir solidement l'avenir de la prochaine génération. En tant qu'Albertain, je suis sûr que les préoccupations de ma province vont enfin être entendues et comprises.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

L'EXPORTATION D'ACIER CANADIEN AUX ÉTATS-UNIS

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je prends la parole pour exprimer mon vif regret au sujet de la façon d'agir du gouvernement à propos de la loi américaine de 1984 sur le commerce et le tarif de 1984. Vous savez que, à compter de la semaine prochaine, une loi adoptée par le Congrès américain et rendant obligatoire l'identification des tuyaux canadiens importés aux États-Unis aura des répercussions regrettables sur la sidérurgie canadienne.

Je prends la parole au nom de la population de Hamilton et de tous ceux qui se préoccupent de ce secteur, notamment en raison des excellentes relations que le gouvernement prétend avoir avec le président des États-Unis. A mon avis, il aurait été opportun que le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher) se rende tout au moins directement aux États-Unis pour entreprendre des démarches et s'assurer que les Canadiens seront exonérés de modifications d'ordre commerciale et tarifaire auxquelles notre industrie devra se plier à compter du 13 novembre.

Étant donné le nouvel esprit de collaboration qui règne entre les gouvernements canadien et américain, je propose que le

Article 21 du Règlement

premier ministre (M. Mulroney) intervienne auprès du président des États-Unis et ne se contente pas simplement de prendre le thé dans la roseraie, mais qu'il veille à ce que les dispositions sur l'identification des produits, qui entreront en vigueur le 13 novembre, ne s'appliquent pas à l'acier canadien.

* * *

LE TOURISME

LA PROPOSITION DU GEORGIAN COLLEGE DE METTRE SUR PIED UN CENTRE DE RESSOURCES

M. Ron Stewart (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, le ministre d'État chargé du tourisme (M. McMillan) est au courant d'un projet visant à mettre sur pied un centre de ressources touristiques au Georgian College, dans ma circonscription. Ce projet assurerait des emplois et améliorerait la qualité des services touristiques à une époque où ce secteur doit affronter de graves difficultés.

Sous l'ancien gouvernement libéral, on n'a généralement pas fait grand cas du tourisme dans Simcoe-Sud. Le Georgian College a reçu 800 demandes d'inscription à son programme de gestion touristique cette année alors qu'il n'a que 280 places disponibles. Même s'il arrive au troisième rang parmi les collèges coopératifs en Ontario, il n'a reçu jusqu'ici qu'une aide minime du gouvernement fédéral.

Le projet du Georgian College coûterait environ 3.5 millions de dollars, une somme modeste pour accueillir 600 étudiants aux cours de gestion touristique en 1986. L'Association touristique du Canada et le ministère du Tourisme de l'Ontario se sont dits favorables à un tel projet auquel le gouvernement de cette province a promis de souscrire financièrement. En outre, le premier ministre (M. Mulroney) s'est montré très intéressé par cette initiative dans un discours qu'il a prononcé à Barrie le 11 août dernier.

Le Georgian College offre un programme de gestion touristique de tout premier plan. Le centre de ressources touristiques constituerait un complément fort valable à ce qui existe déjà.

Le nouveau gouvernement conservateur a reconnu que le tourisme était une industrie importante en créant un ministère d'État au tourisme et en nommant un ministre compétent pour le diriger. Je lui demande donc instamment d'étudier avec tout le sérieux nécessaire un projet très attendu.

* * *

LA CONDITION FÉMININE

CONDAMNATION DU DISCOURS DU TRÔNE

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Au cours de la dernière campagne électorale, monsieur le Président, les questions qui intéressent tout particulièrement les femmes ont fait l'objet d'un débat spécial à Toronto. Avec le recul du temps et compte tenu de l'inégalité du discours du trône, nous sommes fondés de conclure que les engagements pris à cette occasion par le parti conservateur aujourd'hui au pouvoir n'étaient qu'un étalage de vaines promesses pour s'attirer les bonnes grâces des Canadiennes.